

cela : à nous les touristes, on donne Hemingway et la belle vie; à eux, «Che» et les sacrifices.

La situation n'est pas rose. Et elle risque de s'aggraver; tout dépend de Moscou. Si Cuba arrive encore à surnager, c'est uniquement grâce aux 5 milliards de dollars que le Kremlin verse chaque année dans un pays qui compte 10 millions d'habitants. Moscou achète le sucre de Cuba à des prix artificiellement élevés : c'est là la principale forme de subvention. M. Gorbatchev a clairement exigé de Fidel qu'il se mette un peu à l'heure de la *perestroïka* et qu'il fasse sa part sur le plan économique. En quelques mots, la réponse de Fidel a été la suivante : «Votre *perestroïka*, vous pouvez en faire ce que je pense ! »

Les Soviétiques prennent la chose avec beaucoup de dignité. Il suffit de voir l'ambassade soviétique à la Havane pour comprendre que ces messieurs n'ont pas l'intention de partir de sitôt, et ce en dépit des insultes de leur hôte. L'ambassade est installée dans un grand bâtiment blanc, dominé par une tour flanquée de tourelles et de saillies truffées d'appareils électroniques. Le premier secrétaire, Gennadi Sizov, m'a accueilli affablement, en espagnol : «Nous sommes conscients du fait que Cuba connaît des difficultés particulières auxquelles il convient d'apporter des solutions bien spéciales», m'a-t-il dit. «Et l'Union soviétique sera toujours prête à appuyer un ami et allié.»

Telle était donc la version officielle. Mais la plupart des observateurs avertis pensent que Gorbatchev fait secrètement pression sur Castro pour le convaincre qu'à la longue, les revers économiques constituent pour le régime une menace beaucoup plus sérieuse que quelques ajustements démocratiques. Personne ne sait, cependant, si le dirigeant soviétique ira plus loin, c'est-à-dire jusqu'aux menaces économiques.

CUBA RESTE LA BÊTE NOIRE, OU PLUTÔT ROUGE, DE WASHINGTON. J'AI ÉTÉ véritablement ébahie par l'animosité du gouvernement des États-Unis à l'endroit de ce pays. J'ai cru déceler une hostilité plus féroce encore qu'à l'occasion des séances d'information sur l'Iran qui se sont tenues au Département d'État pendant la crise des otages. George Shultz, alors qu'il était secrétaire d'État, a précisé que les relations de son pays avec Cuba n'avaient aucune chance de se normaliser dans un avenir prévisible et que Fidel «devait cesser d'agir à l'encontre des intérêts américains dans l'hémisphère Nord». Personne ne s'attend à ce que le gouvernement Bush adopte une politique différente.

Washington ne voit pas dans le récent accord prévoyant le retrait des troupes cubaines présentes en Angola le signe tant salué par d'autres d'une «tendance au réchauffement». Pour les États-Unis, les problèmes sont plus près de chez eux, soit au Nicaragua, au Salvador et à Cuba, dans le cadre des pourparlers sur l'immigration. De plus, les Américains prennent très au sérieux le problème des droits de la personne dans ce dernier pays. Malheureusement, le dernier rapport du Département d'État à ce sujet est à ce point exagéré qu'il en est, pour reprendre les termes d'un auteur, «hallucinant». Voilà encore une excuse que les partisans nord-américains de «Che» peuvent invoquer pour continuer à fermer les yeux sur la véritable répression qui sévit dans leur pays, où l'on bâillonne, arrête et déporte les chefs de mouvements authentiques de protection des droits de la personne et les gens qu'ils défendent, comme Ricardo Bofill et Elisardo Sanchez, ou les frères Arcos, tous dirigeants des deux principaux comités cubains de lutte pour la protection des droits de la personne. Ces groupements n'ont rien de «légal», mais on préfère les harceler plutôt que de les interdire. Bofill et Sanchez ont d'ailleurs pris la fuite.

«Bofill est un menteur et un imposteur, il ne veut que le pouvoir», m'a lancé, quand je l'ai interrogé, M. Armando Hart, ministre de la Culture. Quant à Valladares, c'est un criminel de la bande à Batista», a-t-il ajouté au sujet de l'ancien détenu, aujourd'hui à la tête de la délégation américaine auprès du Comité des droits de l'Homme, au siège des Nations-Unies à Genève. Il y a effectivement lieu de mettre en doute la réputation et le passé de M. Valladares, mais peut-on traiter et discréditer ainsi toutes les formes d'opposition ? L'été dernier, Cuba a relâché près de 400 prisonniers politiques et, fait exceptionnel, elle a laissé entrer au même moment des organisations humanitaires comme Amnesty Internationale et d'autres groupes non gouvernementaux de défense des droits de la personne. Mais dès le départ des visiteurs, les arrestations ont repris.

«Il n'y a rien ici qui ne soit politique», m'a affirmé le ministre de l'Éducation, José Fernandez Alvarez, le héros militaire qui a fait échouer l'invasion de la Baie-des-Cochons. «Nous sommes à quatre-vingt-dix milles des États-Unis.» L'épouvantail américain est extrêmement utile – on finit par mettre tous les actes de répression sur le compte de ces «quatre-vingt-dix

milles ...» «Le boycott et la politique d'isolement pratiqués par les États-Unis servent les deux camps en présence», m'a dit Jorge Walls à Miami. «Cela ne laisse plus que deux choix : être pour ou contre Castro.» De nombreux analystes américains, dont Wayne Smith, ancien chef de la Section des intérêts des États-Unis à la Havane, prétendent qu'à la longue, cette situation finit par jouer contre les États-Unis, en confortant Castro dans sa position et en créant l'illusion d'un «état d'urgence» dont il peut user à loisir. Ils sont d'avis que le Canada mène à l'égard de Cuba une politique saine, pragmatique et pratique; notre pays s'efforce en effet d'entretenir des relations cordiales et d'augmenter au maximum le volume des échanges (surtout pour profiter du vide laissé par les États-Unis), tout en exerçant sur les Cubains des pressions discrètes en faveur des droits de la personne.

Dans le bar d'un hôtel de la Havane, j'ai rencontré les membres d'une mission commerciale du gouvernement de l'Ontario, en visite à Cuba pour essayer de vendre toute une gamme de produits, depuis des pommes jusqu'à des serres. Un autre groupe était venu s'occuper d'un projet à long terme concernant du bétail canadien Holstein. L'ambassadeur du Canada à la Havane, M. Michael Kergin, est persuadé que les Cubains se préoccupent vraiment de l'opinion que nous avons d'eux, et qu'ils voient en nous une sorte de baromètre leur permettant de mesurer jusqu'où ils peuvent aller. Mais il reconnaît aussi que depuis des années, les Cubains font délibérément la sourde oreille quand nous leur rappelons les nombreuses violations des droits de la personne dont ils sont coupables. Et le Canada n'exerce aucune véritable pression, pas plus qu'il ne brandit de menaces : il se contente d'un «tapage» diplomatique.

Lee Lockwood, qui a bien connu Fidel, a émis l'hypothèse que la cruauté des traitements infligés par le dirigeant cubain à ses opposants s'explique en partie par le sentiment de culpabilité qu'il éprouve face à ses origines bourgeoises et en partie du fait que, même s'il se plaît à dire que son pays a connu la révolution paysanne idéale, Fidel en doit en réalité le succès à la classe moyenne libérale, fatiguée de Batista. La plupart des *plantados* faisaient d'ailleurs partie de cette classe; comme à l'accoutumée, la révolution a englouti ses pères. Fidel se raccroche à une interprétation ancienne et puritaine de Marx, de la même manière qu'il cultive son image, à savoir celle d'un paysan parmi tant d'autres. Mais tous ceux que j'ai rencontrés m'ont dit de Fidel qu'il a au moins le mérite de croire à tout ce qu'il prêche. Il n'est pas à la recherche du pouvoir, comme certains des personnages vindicatifs de son entourage. Mais il croit véritablement à la mission qu'il remplit pour son peuple.

Je suis tentée de le comparer à certains autres chefs révolutionnaires, de Robespierre à Khomeini, en passant par Mao. Tous ont cru à ce qu'ils professaient, et ils ont sacrifié, dans leur quête du gaoal, un grand nombre de vies, celles précisément qu'ils prétendaient vouloir sauver. Mais il est intéressant de noter que, si les monarques du passé ont laissé des palais, des cathédrales et des codes de lois, si Batista a laissé des casinos et des prisons, Fidel Castro, lui, laissera des écoles et des hôpitaux, et ses propres prisons hantées de fantômes. □

